

Ronan Le Velly

Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs

Une promesse de différence



Presses des Mines

Ronan Le Velly, *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs. Une promesse de différence*, Paris, Presses des Mines, Collection Sciences sociales, 2017.

© Presses des MINES - TRANSVALOR, 2017

60, boulevard Saint-Michel - 75272 Paris Cedex 06 - France

presses@mines-paristech.fr

www.pressedesmines.com

ISBN : 978-2-35671-443-5

© Photo de couverture : Jean-Pierre Bréchet

Dépôt légal : 2017

Achevé d'imprimer en 2017 (Paris)

Cette publication a bénéficié du soutien de l'Institut Carnot M.I.N.E.S

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution réservés pour tous les pays.

Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs

Une promesse de différence



Collection Sciences sociales

Responsable de la collection : Cécile Méadel
Centre de sociologie de l'innovation (www.csi.mines-paristech.fr)

Nicolas Auray, *L'Alerte ou l'Enquête*

Patrick Castel, Léonie Hénaut, Emmanuelle Marchal, *Faire la concurrence*

Mélanie Dulong de Rosnay, *Les Golems du numérique*

Michel Peroni, *Devant la mémoire. Une visite au Musée de la mine «Jean-Marie Somet» de Villars*

Alaric Bourgoïn, *Les Équilibristes. Une ethnographie du conseil en management*

Catherine Rémy et Laurent Denizeau, *La Vie, mode mineur*

Florian Charvolin, Stéphane Frioux, Méa Kamour, François Mélard, Isabelle Roussel,
Un air familial. Sociobistoire des pollutions atmosphériques

Francesca Musiani, *Nains sans géants. Architecture décentralisée et service Internet*

Michel Callon et al., *Sociologie des agencements marchands. Morceaux choisis*

Emmanuel Kessous et Alexandre Mallard, *La Fabrique de la vente. Le travail commercial dans les télécommunications*

Jérôme Michalon, *Panser avec les animaux. Sociologie du soin par le contact animalier*

Jérôme Denis et David Pontille, *Petite sociologie de la signalétique. Les coulisses des panneaux du métro (nouvelle édition)*

Madeleine Akrich, Michel Callon et Bruno Latour, *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs*

Nathalie Darène, *Fabriquer le luxe. Le travail des sous-traitants*

Liliana Doganova, *Valoriser la science. Les partenariats des start-up technologiques*

Geneviève Teïl, Sandrine Barrey, Antoine Hennion, Pierre Floux, *Le Vin et l'environnement. Faire compter la différence*

Dominique Boullier, Stéphane Chevrier, Stéphane Juguet, *Événements et sécurité. Les professionnels des climats urbains*

Jérôme Bourdon, *Histoire de la télévision sous de Gaulle*

Cyril Lemieux, *Un président élu par les médias ?*

Fabien Granjon et Julie Denouël (dir.), *Sociologie des usages des TIC*

Anne-France de Saint Laurent-Kogan et Jean-Louis Metzger (dir.), *Où va le travail à l'ère du numérique ?*

Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs

Une promesse de différence

Ronan Le Velly

Remerciements

Cet ouvrage s'appuie sur des enquêtes menées sur de nombreux terrains pendant les quinze dernières années. Il serait trop long de remercier tous ceux, des chercheurs aux acteurs, qui y ont contribué à un titre ou à un autre. Je souhaite néanmoins faire part de remerciements directement liés à la production de ce manuscrit, tiré du mémoire original de mon habilitation à diriger des recherches en sociologie soutenu à l'Institut d'études politiques de Paris en juin 2015. J'adresse tout d'abord mes remerciements à Montpellier SupAgro, l'UMR Innovation et au Centre de Sociologie des Organisations, les premiers pour m'avoir mis en situation de préparer mon HDR, le dernier pour m'avoir accueilli en délégation. Je souhaite également remercier Ivan Dufeu avec qui j'ai travaillé ces dernières années sur l'AMAP Poisson décrite dans cet ouvrage et Dominique Paturel qui m'a offert l'opportunité d'exposer le cas de l'approvisionnement local des Restos du Cœur de l'Hérault. Mon collègue Stéphane Fournier, puis les membres de mon jury, Moya Kneafsey, Alexandre Mallard, Pascale Trompette, Denis Segrestin et John Wilkinson, m'ont fait part de commentaires très utiles, y compris pour me conforter quant à la pertinence de mes raisonnements ou de mes observations. Deux personnes méritent enfin une mention particulière. Jean-Pierre Bréchet a porté un regard attentif et critique sur de précédentes versions de cet ouvrage. Je le remercie pour cela, pour les améliorations que cela a permis, mais je le remercie surtout pour m'avoir fait découvrir la sociologie de Jean-Daniel Reynaud et fait comprendre combien elle était utile pour décrire nos terrains. L'argument qui soutient ce mémoire lui doit beaucoup. J'ai enfin une grande dette à l'égard de Sophie Dubuisson-Quellier, qui m'a accompagné à de maintes occasions depuis la soutenance de mon doctorat, a accepté de m'encadrer pour mon mémoire d'HDR et a consacré le temps nécessaire pour lire ce qui n'a longtemps été qu'une esquisse de raisonnement. Avec la bienveillance et la fermeté nécessaires, elle m'a poussé à préciser des idées. Merci Jean-Pierre, merci Sophie. Merci à tous ceux que j'ai croisés et qui se reconnaîtront peut-être dans un extrait d'entretien, une observation de terrain, une idée ou un argument.

Je dédie cet ouvrage à Anne-Cécile, Youri et Malek.

Introduction

Qu'ont en commun l'agriculture biologique, le commerce équitable, les produits de terroir, les circuits courts de proximité et la transformation à la ferme? Certes, ces initiatives sont diverses, mais chacun sent bien qu'elles partagent l'ambition de modes de production, d'échange et/ou de consommation différents de, sinon meilleurs que, ceux qui caractérisent les systèmes agricoles et alimentaires dominants. Les produits issus de l'agriculture biologique seraient ainsi meilleurs pour la santé et l'environnement que ceux issus de l'«agriculture conventionnelle»; acheter les produits du commerce équitable permettrait aux «petits producteurs» des pays du Sud de sortir des rouages du «commerce conventionnel» et d'engager des processus de développement; transformer à la ferme et vendre en circuits courts serait un moyen pour les agriculteurs français de générer de la valeur ajoutée et de recréer du lien social avec les consommateurs; etc. Ce raisonnement intuitif, que nous pouvons tous avoir, n'est guère éloigné des hypothèses constitutives des recherches sociologiques portant sur l'étude des «systèmes alimentaires alternatifs». À partir du milieu des années 1990, des chercheurs ont ainsi commencé à rassembler ces initiatives derrière ce terme pour insister sur leur capacité commune à établir de nouvelles formes d'agriculture et d'alimentation. Ils ont alors mis l'accent sur des propriétés également avancées par les promoteurs de ces démarches: authenticité culturelle des produits, développement agricole et rural, protection de l'environnement, reconnexion entre producteurs et consommateurs, etc.

En un mot, toutes ces initiatives ont été pensées, et continuent encore à l'être, comme des démarches porteuses d'une «promesse de différence», la promesse d'autres formes d'organisation des systèmes agricoles et alimentaires et la promesse de bénéfices associés. Comment expliquer que des consommateurs acceptent de payer plus cher des produits biologiques? Que des bénévoles s'investissent au quotidien pour tenir des boutiques de commerce équitable? Ou que des cuisiniers se compliquent la tâche en achetant auprès de producteurs locaux plutôt qu'auprès de leurs distributeurs habituels? S'intéresser à la promesse de différence des systèmes alimentaires alternatifs vise à placer au centre de l'analyse ce qui motive ces acteurs. Mais l'analyse ne peut s'arrêter à l'exposé de la promesse. L'importance de celle-ci oblige aussi de travailler sur sa réalisation. Promesse en l'air ou promesse tenue? Comment les systèmes alimentaires alternatifs parviennent, ou ne parviennent pas, à générer de la différence? Quelles transformations sont opérées? Et avec quels effets?

Pour commencer à répondre à de ces interrogations, il est utile de relire les premiers travaux de recherche sur les systèmes alimentaires alternatifs. Ces travaux, menés au tournant des années 2000, reflètent ainsi bien les espoirs et

les doutes qui s'expriment encore aujourd'hui quant aux capacités du commerce équitable, de l'agriculture biologique ou des circuits courts de proximité à véritablement transformer l'agriculture et l'alimentation. En outre, ces premiers travaux ont été fondateurs d'un champ de recherche lui-aussi encore très vivace. Rétrospectivement, il apparaît qu'ils ont établi un ensemble de concepts et de débats, d'articles et d'auteurs de référence, qui ont durablement pesé sur les recherches menées. Les systèmes alimentaires alternatifs ne sont aujourd'hui pas simplement un terme créé par des chercheurs pour regrouper des initiatives hétérogènes. Ils constituent un champ de recherche porteur de questionnements spécifiques. Dès lors que cet ouvrage vise à répondre à certains d'entre eux, il nous faut donc retourner aux sources de leur histoire.

La genèse des recherches sur les systèmes alimentaires alternatifs peut être relatée en mettant en avant une poignée de laboratoires, projets, chercheurs, conférences et revues. Deux foyers distincts peuvent être identifiés : l'Europe et les États-Unis [Goodman, 2003 ; Deverre & Lamine, 2010]. Dans la première, nous pouvons noter la place charnière des travaux menés dans le cadre d'un programme de recherche européen nommé IMPACT impliquant notamment Jan Douwe van der Ploeg, Henk Renting, Gianluca Brunori et Terry Marsden. Au commencement de ce programme, des recherches étaient déjà menées sur la vente directe, l'agritourisme et les productions de qualité comme l'agriculture biologique ou les appellations d'origine contrôlées¹. Le projet IMPACT a cependant marqué un tournant en rattachant ces démarches à un modèle de développement rural alternatif au modèle dominant de la « modernisation agricole ». Ce raisonnement en termes d'alternative a tout particulièrement été affirmé en 2000 dans un numéro spécial de la revue *Sociologia Ruralis*² et a fait par la suite l'objet de débats, contribuant également à la structuration du champ de recherche [D. Goodman, 2004 ; van der Ploeg & Renting, 2004]. Aux États-Unis, l'Agro-Food Studies Research Group de l'Université de Californie à Santa Cruz a constitué un second foyer important. Autour notamment de Patricia Allen, David Goodman, Melanie DuPuis et Julie Guthman, une série de travaux fondateurs ont été menés sur l'agriculture biologique et la relocalisation des systèmes alimentaires. L'Agro-Food Studies Research a également organisé une conférence en 2000 et deux conférences en 2001 qui ont donné lieu à la publication de trois numéros spéciaux dans trois revues encore aujourd'hui centrales dans la recherche sur les systèmes alimentaires alternatifs.³ Dans ces numéros spéciaux ont été introduites des initiatives comme le commerce équitable et publiés d'autres chercheurs comme Laura Reynolds, John Wilkinson ou Clare Hinrichs. Il y a surtout

1 Delfosse & Letablier, 1995 ; Allaire & Sylvander, 1997 ; Bessière, 1998 ; Gilg & Battershill, 1998 ; Holloway & Kneafsey, 2000 ; Ilbery & Kneafsey, 2000.

2 *Sociologia Ruralis* vol. 40, n°4, 2000.

3 *Agriculture and Human Values* (vol. 17, n°3, 2000), *Sociologia Ruralis* (vol. 42, n°4, 2002), *Journal of Rural Studies* (vol. 19, n°1, 2003).

été débattu des questions qui allaient devenir centrales dans la recherche sur les systèmes alimentaires alternatifs. En ne faisant référence qu'aux articles publiés dans les quatre numéros spéciaux cités, trois débats peuvent ainsi être identifiés.

Le premier portait sur l'agriculture biologique, avec une question pouvant se résumer ainsi : l'agriculture biologique constitue-t-elle vraiment un modèle répondant aux critiques adressées à l'agriculture conventionnelle ? Certains articles mettaient en avant un tel potentiel, en soulignant la capacité de l'agriculture biologique à proposer une réponse aux crises économiques, environnementales et sanitaires de l'agriculture conventionnelle [Marsden *et al.*, 2000 ; van der Ploeg *et al.*, 2000] et à rendre visibles aux consommateurs les conditions environnementales de production [Allen & Kovach, 2000]. D'autres articles, s'appuyant sur le cas américain, mettaient au contraire l'accent sur la « conventionnalisation » de l'agriculture biologique, en ciblant la présence croissante de modes de production capitalistes et industriels éloignés des principes agroécologiques fondateurs de la bio⁴. Se posait alors la question de la façon dont les consommateurs comprennent ces évolutions, entre réception passive d'un imaginaire maîtrisé par les acteurs de l'offre [Guthman, 2002] et « consommation réflexive » capable de critique par rapport aux pratiques et aux discours de ces derniers [DuPuis, 2000].

Un débat relativement similaire était développé pour le commerce équitable. Les premiers écrits avaient ainsi vu dans le commerce équitable une alternative forte au commerce « conventionnel » de commodités agricoles, plus forte même que l'agriculture biologique si l'on suit l'évaluation proposée par Reynolds [Reynolds, 2000]. Néanmoins, deux années plus tard, en s'appuyant sur les travaux de l'Économie des conventions, cette même auteure proposait plutôt d'appréhender le commerce équitable au croisement de conventions civiques et domestiques spécifiques et de conventions marchandes et industrielles comparables à celles qui façonnent les systèmes alimentaires conventionnels [Reynolds, 2002]. Le texte de Marie-Christine Renard publié un an plus tard était plus ouvertement critique. Face au constat de l'entrée d'acteurs comme Carrefour ou Starbucks, elle y exprimait la crainte que le commerce équitable soit à terme « réabsorbé par la logique marchande et capturé par les acteurs dominants du système alimentaire » [Renard, 2003, p. 87].

Un troisième débat concernait les circuits courts de proximité, les relations directes établies entre producteurs et consommateurs d'une même région. Comme l'agriculture biologique, les circuits courts ont été analysés comme une composante d'un nouveau modèle de développement rural à même de répondre aux crises de l'agriculture conventionnelle [van der Ploeg *et al.*, 2000], autant en raison de la meilleure valorisation économique offerte aux agriculteurs que du renouvellement

4 Goodman, 2000 ; Guthman, 2000 ; Vos, 2000.

des liens producteurs-consommateurs⁵. Dans une perspective plus militante, il a aussi été avancé la capacité de la relocalisation des systèmes alimentaires à générer des «espaces de résistance», sources d'expérimentations et d'alternatives aux tendances dominantes du système alimentaire mondialisé [Hendrickson & Heffernan, 2002]. Pourtant, l'attrait pour les produits locaux a aussi rapidement été sujet à controverse. Dans le dossier du *Journal of Rural Studies*, trois articles portaient une appréciation beaucoup plus nuancée. Ils critiquaient le simplisme de certains raisonnements, dénonçaient le «localisme défensif» à la limite de la xénophobie observable chez certains acteurs, et contestaient le potentiel transformateur des actions visant la relocalisation⁶.

La lecture rapide de ces débats permet d'entrevoir combien la question de l'alternativité, de la différence par rapport au système conventionnel, est centrale dans ces recherches. En quoi les circuits courts, l'agriculture biologique ou le commerce équitable génèrent-ils de l'alternativité? À quoi bon parler de systèmes «alternatifs» quand les frontières avec les systèmes «conventionnels» sont si floues? À ces premières questions sur le fonctionnement et les effets des systèmes alimentaires alternatifs s'ajoutent de nouvelles portant sur le positionnement du chercheur. Par exemple, étudier le commerce équitable comme un commerce «alternatif», différent du «commerce conventionnel», ne revient-il pas à adopter hâtivement des catégories indigènes? Est-ce pertinent, si l'on prend ses distances par rapport à une perspective militante, de comparer l'alternativité de différentes démarches et de rendre compte de la «conventionnalisation» de certaines d'entre elles? Ces questions sont d'autant plus complexes si la performativité de l'analyse est envisagée [Forney, 2016]: quelles pratiques le chercheur contribue-t-il à construire en travaillant spécifiquement sur l'alternativité?

Cet ouvrage apporte des réponses à de telles questions. Trois ambitions ont guidé sa rédaction. Il s'agira premièrement de continuer à établir un balisage critique des recherches menées, en rendant compte de leurs enjeux, des conditions de leur production et de leurs résultats. Il s'agira également de développer un cadre d'analyse original, permettant de répondre aux questions fondatrices de la recherche sur les systèmes alimentaires alternatifs. Il s'agira enfin d'appliquer ce cadre d'analyse aux terrains du commerce équitable et des circuits courts, terrains sur lesquels j'ai enquêté depuis le début des années 2000. Autant qu'une réflexion sur l'alternativité des systèmes alimentaires alternatifs et sur les cadres théoriques permettant de l'appréhender, ce livre donnera alors à voir au concret la promesse de différence des systèmes alimentaires alternatifs. Il montrera comment cette promesse s'exprime dans les projets de ceux qui la portent, comment elle les amène à envisager d'autres états du monde à leurs yeux plus désirables. À travers

5 Marsden *et al.*, 2000; Ventura & Milone, 2000; Sage, 2003.

6 Allen *et al.*, 2003; Hinrichs, 2003; Winter, 2003.

de nombreuses études de cas, il décrira aussi comment cette promesse est mise en action par l'établissement de règles, de relations et de dispositifs spécifiques. Il montrera comment ces activités donnent vie à de nouveaux collectifs impliquant des producteurs et des consommateurs, mais aussi très souvent des intermédiaires commerciaux et autres professionnels du marché. Il dira enfin si cette promesse est atteinte dans les différents systèmes alternatifs étudiés, établira sur quels points et jusqu'à quel point les agencements établis génèrent de la différence.

Chapitre 1

Comment étudier les systèmes alimentaires alternatifs ?

Énoncer que les circuits courts, le commerce équitable ou l'agriculture biologique constituent des systèmes alimentaires « alternatifs » n'est pas anodin. Certains chercheurs travaillant sur ces objets ont même dénoncé la pensée « binaire », porteuse d'oppositions dichotomiques simplistes, qu'un tel énoncé pouvait suggérer. Pourtant, ce premier chapitre va avancer que la référence à l'« alternatif » demeure incontournable. Il montrera qu'il faut certes éviter les pièges que constituent les partitions binaires entre alternatif et conventionnel, mais qu'il faut aussi maintenir au centre de l'analyse la question de l'alternativité, de la différence des systèmes alternatifs. Pour satisfaire à cette ambition, je m'appuierai tout au long de l'ouvrage sur un cadre d'analyse original, élaboré au croisement de la sociologie de l'action organisée de Jean-Daniel Reynaud ou Erhard Friedberg et de la sociologie des agencements marchands issue de la théorie de l'acteur-réseau. Ce chapitre sera aussi l'occasion de l'exposer, au travers de ses deux notions centrales : l'activité de régulation et le projet. Je pourrai alors, dans une dernière section, annoncer l'organisation du reste de l'ouvrage, la progression et la logique qui l'animent.

LE PROBLÈME DE L'ALTERNATIF

« *Alternative food systems* », « *alternative food initiatives* », « *alternative food geographies* », « *alternative agri-food networks* », « *alternative food supply chains* ». Tous ces termes sont mobilisés dans les recherches sur les systèmes alimentaires alternatifs, selon les perspectives disciplinaires ou les préoccupations théoriques de leurs auteurs. Mais, dans tous les cas, l'accent est mis sur le même qualificatif. Pourquoi parler ainsi de réseaux ou de systèmes « alternatifs » ? Dans quelle mesure cela n'induit-il pas un *a priori* dans l'analyse ? Pour répondre à ces questions, il est utile de procéder à une lecture des recherches menées et de cheminer par ce biais avec les acteurs du champ. En grossissant le trait, nous pouvons identifier une période, allant du milieu des années 1990 au tout début des années 2000, où les systèmes alimentaires alternatifs ont été mis à l'agenda de la recherche en sociologie rurale en insistant fortement sur les différences existant entre les systèmes alimentaires alternatifs et le système alimentaire « conventionnel ». Par la suite, les recherches ont surtout souligné les risques d'une telle conceptualisation et les limites d'une « pensée binaire » inspirée par le couple alternatif/conventionnel. Se pose finalement la

question de l'intérêt de raisonner sur le caractère alternatif des initiatives étudiées. Tout en réaffirmant l'importance de sortir de cette «pensée binaire», je plaiderai pour un maintien de ce questionnement, en insistant sur ce que je nommerai la «promesse de différence» des systèmes alimentaires alternatifs.

Systèmes alimentaires alternatifs contre système alimentaire conventionnel

La constitution d'un champ de recherche sur les systèmes alimentaires alternatifs est intimement liée à la présentation et à la critique d'un système alimentaire «dominant», «conventionnel». Nombre des premières publications sur ce thème y font explicitement référence⁷. En s'appuyant sur des travaux plus anciens, mais rédigés par des sociologues comme Goodman ou Wilkinson qui participeront aussi aux recherches sur les systèmes alimentaires alternatifs [Goodman *et al.*, 1987; Goodman & Redclift, 1991], elles décrivent un système alimentaire conventionnel combinant (i) des modes de production rationalisés et standardisés, détachés des contraintes des milieux naturels et fortement utilisateurs d'intrants chimiques, (ii) des circuits de commercialisation mondialisés, (iii) des filières dominées par les grandes entreprises d'agrofourmiture, d'agroalimentaire et de distribution et (iv) des modes de consommation peu préoccupés et/ou conscients des conditions de production et de commercialisation.

Ces travaux ont fortement mis en avant les différences entre le système alimentaire conventionnel et les systèmes alimentaires alternatifs. En outre, pour une partie d'entre eux, ils ont procédé à cet exposé d'une façon très normative. L'article de Jack Kloppenburg, John Hendrickson et G.W. Stevenson [1996] illustre parfaitement, jusque dans son organisation, cette tendance. Le texte est ainsi structuré en deux parties. La première «*Where we are now*» (Où nous sommes maintenant) fait état du pouvoir des firmes multinationales, organisant à moindre coût la production alimentaire à l'échelle mondiale, et de l'accroissement de la distance géographique, économique et cognitive entre les agriculteurs et les consommateurs. Pour les auteurs, ce mouvement a pour conséquence de dégrader la qualité gustative et patrimoniale des produits, de générer des coûts énergétiques et environnementaux, et de placer les producteurs en situation de simples exécutants. Dans la seconde partie, nommée «*Where we would prefer to be*» (Où nous préférerions être), Kloppenburg, Hendrickson et Stevenson plaident pour une relocalisation des systèmes alimentaires. Des initiatives comme les *Community Supported Agriculture*, l'équivalent des AMAP françaises, sont alors décrites comme permettant aux consommateurs et aux agriculteurs de se protéger des tendances dominantes du système alimentaire mondial.

7 Kloppenburg *et al.*, 1996; Goodman & Watts, 1997; Murdoch & Miele, 1999; Renard, 1999; Murdoch *et al.*, 2000; Hendrickson & Heffernan, 2002; Wilkinson, 2002; Ilbery *et al.*, 2005.

Dans les années suivantes, d'autres publications en sociologie rurale ont réitéré ce type d'analyse. Le local y apparaît comme un espace de résistance, où peut s'élaborer une réflexion collective et un débat citoyen sur l'agriculture et l'alimentation, et où peuvent se construire des initiatives contestant la domination d'une agriculture industrielle et déterritorialisée⁸. Les premiers travaux sur le commerce équitable donnent à voir un registre d'argumentation très similaires. Le commerce équitable est décrit comme une alternative aux tendances dominantes des marchés mondiaux de commodités agricoles : il se construit dans les « interstices de la mondialisation » [Renard, 1999], en établissant des relations économiques et sociales renouvelées entre producteurs et consommateurs⁹. Comme le remarque David Goodman, les travaux nord-américains de cette époque entretiennent alors des liens forts avec les organisations du mouvement social contestant, sur des thématiques agricoles et alimentaires, la domination du système capitaliste [Goodman, 2003]. Le commerce équitable, les systèmes alimentaires locaux ou l'agriculture biologique sont étudiés au regard de leur capacité à contester les formes dominantes de production et de commercialisation et les rapports de classe, de genre ou de race existants¹⁰. L'analyse vise à saisir quelles initiatives sont les plus transformatrices [Raynolds, 2000] et à dénoncer celles qui s'éloignent de cette finalité [Guthman, 2004a].

À la même époque, mais cette fois-ci en Europe, une seconde série de travaux a contribué à établir les systèmes alimentaires alternatifs comme un objet de recherche. Leur discours était beaucoup moins tourné vers une critique du système capitaliste, mais il n'en était pas moins normatif. En identifiant un « nouveau paradigme de développement rural » articulant les circuits courts, l'agriculture biologique, la transformation à la ferme, l'agritourisme et les indications géographiques protégées, ces travaux visaient clairement à attirer l'attention sur des démarches peu soutenues par les pouvoirs publics et les organisations majoritaires de développement agricole¹¹. À travers cette idée d'un « nouveau paradigme », ils cherchaient aussi à mettre en avant la capacité de ces initiatives à répondre aux crises du « paradigme de la modernisation agricole » qui s'était imposé dans les années 1960. Même si le point d'entrée est différent, ces travaux ont alors, comme les précédents, insisté sur les différences fortes entre agriculture conventionnelle et agriculture alternative. Alors que la première, également qualifiée d'« industrielle » et d'« intensive », était jugée responsable d'un appauvrissement des agriculteurs, de dégradations écologiques et de crises sanitaires, la seconde était présentée comme source d'accroissement de la valeur ajoutée pour les exploitations agricoles, de préservation de l'environnement,

8 DeLind, 2002; Feenstra, 2002; Hendrickson & Heffernan, 2002.

9 Whatmore & Thorne, 1997; Raynolds, 2000, 2002; M. K. Goodman, 2004.

10 Buck *et al.*, 1997; Vos, 2000; Allen *et al.*, 2003.

11 Murdoch & Miele, 1999; Marsden *et al.*, 2000; Ventura & Milone, 2000; Renting *et al.*, 2003; van der Ploeg & Renting, 2004.

de lien accru au territoire et de confiance retrouvée entre les producteurs et les consommateurs.

Pour clore ce point, il est intéressant de souligner que ces publications ont fréquemment fait référence à l'«encastrement» ou au «réencastrement» de l'agriculture et de l'alimentation. Le commerce équitable [Raynolds, 2000], les produits de terroir [Barham, 2003], l'agriculture biologique [Murdoch *et al.*, 2000] ou les circuits courts [Kloppenburger *et al.*, 1996 ; Sage, 2003] ont tous été décrits comme les vecteurs d'un encastrement ou d'un réencastrement des systèmes alimentaires. À bien y regarder, l'encastrement envisagé était très hétérogène, puisqu'il se faisait selon les articles dans une économie morale, les relations personnelles, le territoire ou la nature. La notion d'encastrement a alors été loin de constituer un fondement théorique commun pour l'étude des systèmes alimentaires alternatifs [Sonnino & Marsden, 2006], d'autant plus que les auteurs l'ont mobilisée en établissant des liens relativement lâches aux concepts de Karl Polanyi et de Mark Granovetter [voir Le Velly, 2012]. Son usage peut néanmoins s'expliquer par la signification symbolique qu'elle permettait de transmettre. Il s'agissait à l'époque de décrire les systèmes alimentaires alternatifs comme dessinant un contre-mouvement, à l'opposé des différentes logiques de désencastrement attribuées au système conventionnel.

Une première pensée binaire opposant alternatif et conventionnel

Ce type d'analyse a rapidement suscité des critiques au sein même des chercheurs se reconnaissant dans un programme de recherche sur les systèmes alimentaires alternatifs. Ils ont alors qualifié de «pensée binaire» [Hinrichs, 2003 ; Morgan *et al.*, 2006] ou du «dualisme alternatif conventionnel» [Holloway *et al.*, 2007 ; Kneafsey *et al.*, 2008] la tendance des premiers travaux à penser les systèmes alimentaires alternatifs et conventionnels comme des mondes à part, aux caractéristiques opposées. Brian Ilbery et Damian Maye [2005] et Clare Hinrichs [2003] ont de façon très parlante recensé les dichotomies associées respectivement au couple alternatif/conventionnel et au couple local/global, telles qu'elles s'expriment dans le cadre d'une pensée binaire. Le tableau suivant en fait le résumé (Cf. encadré 1).

Encadré 1. Attributs des systèmes alimentaires conventionnels et alternatifs selon une «pensée binaire» Adapté de [Hinrichs, 2003] et [Ilbery & Maye, 2005]	
Conventionnel	Alternatif
Industriel, transformé	Artisanal, naturel
Standardisé, homogénéisé	Diversifié, spécifique
Grand	Petit
Intensif	Extensif
Quantités, prix	Qualités
Économie de marché, profit	Économie morale, bien-être
Firmes multinationales	Communautés
Distance	Proximité

Ces oppositions sont loin de suffire à saisir le concret des systèmes alimentaires alternatifs. Une «pensée binaire» qui présupposerait leur validité est vite contredite par la confrontation au terrain.

Il a ainsi tout d'abord été montré que les systèmes alimentaires alternatifs et conventionnels ne constituent pas des mondes séparés. Typiquement, le constat a été fait que les consommateurs et les producteurs engagés dans les systèmes alternatifs participent également, pour la plupart, aux systèmes conventionnels : les premiers font la majorité de leurs achats en grande distribution, les seconds produisent et/ou commercialisent partiellement en conventionnel, etc. [Sonnino & Marsden, 2006 ; Jarosz, 2008]. Ensuite, certains systèmes sont difficilement classables [Ilbery & Maye, 2005] : comment par exemple qualifier une production biologique transformée par une entreprise agroalimentaire «conventionnelle», puis vendue certes localement mais dans les rayons d'une grande chaîne de supermarché ? Enfin, les motivations exprimées par ces acteurs ne sont pas forcément très différentes de celles qui s'expriment dans les circuits conventionnels. Par exemple, pour les circuits courts, les consommateurs recherchent des produits de bonne qualité gustative, demeurent attentifs aux prix et demandent une diversité de gamme ; symétriquement, les producteurs cherchent à vendre leur production à un bon prix et ne sont pas forcément désireux de discuter longuement avec les consommateurs¹². La nécessité de tels rappels, sur des éléments qui pourraient être considérés comme des évidences, peut surprendre. Mais elle témoigne bien du risque perçu par beaucoup de chercheurs d'une analyse dichotomique opposant frontalement le fonctionnement des systèmes alimentaires alternatifs et conventionnels.

Un second ensemble de travaux a insisté sur les tensions générées par la relation au système conventionnel. Les recherches sur la conventionnalisation de l'agriculture

12 Hinrichs, 2000 ; Kirwan, 2004 ; Dubuisson-Quellier & Le Velly, 2008 ; Smithers *et al.*, 2008.

biologique initiées par l'étude de Julie Guthman en Californie [Buck & al., 1997; Guthman, 2004a], comme celles plus récentes sur le *mainstreaming* du commerce équitable¹³ ont mis l'accent sur la présence des acteurs du système conventionnel : plantations capitalistes, firmes multinationales de l'agroalimentaire, entreprises de négoce et enseignes de la grande distribution sont aujourd'hui impliqués dans les circuits du commerce équitable et de l'agriculture biologique. Ces recherches ont également montré que les systèmes alimentaires alternatifs ne sont pas immuns des logiques de production industrielle, d'emploi précaire, de concurrence sur les prix, de non-information des consommateurs, etc., attribuées aux systèmes conventionnels. Pour partie, cette inflexion du regard des chercheurs peut s'expliquer par une évolution des pratiques, particulièrement pour le commerce équitable. Mais pour partie, elle a aussi résulté d'une meilleure connaissance empirique. Par exemple, ce n'est qu'à partir du moment où des études de terrain approfondies ont été menées auprès des organisations de producteurs du commerce équitable que la littérature a montré combien les logiques de concurrence y étaient omniprésentes, entre productions équitables et non-équitables, mais aussi entre les différentes organisations de producteurs engagées dans le commerce équitable¹⁴.

Un troisième type d'arguments a porté sur les effets des systèmes alimentaires alternatifs. L'enjeu a été de préciser si le commerce équitable, l'agriculture biologique, les circuits courts, etc., étaient véritablement vecteurs des bénéfices qui leur ont été attribués. Sur ce point, les enquêtes de terrain ont témoigné d'une grande diversité de pratiques, et donc d'impacts, au sein des systèmes alimentaires alternatifs. Par exemple, comme l'établit déjà la littérature sur la conventionnalisation, les performances écologiques de l'agriculture biologique sont très variables. Des pratiques de monoculture et l'utilisation de certains intrants, pourtant conformes au cahier des charges de la bio, peuvent générer des dégradations de l'environnement [Guthman, 2000, 2004a]. De même, dans certains cas, notamment lorsque les prix payés et les volumes achetés sont faibles, le commerce équitable génère beaucoup de contraintes et peu de bénéfices pour les producteurs [Jaffee, 2007]. Un nombre important d'études a également contesté l'idée d'une supériorité intrinsèque du local par rapport au global, idée que Branden Born et Mark Purcell [2006] nomment le « *local trap* », le « piège du local ». Elles ont souligné que la réduction des distances parcourues par les produits n'était pas en soi source d'un meilleur impact environnemental, en particulier parce que les circuits courts étaient parfois logistiquement peu efficaces [Edwards-Jones & al., 2008]. Des travaux américains ont aussi décrit les risques en matière de justice sociale d'une vision insuffisamment réflexive de la relocalisation [DuPuis & Goodman, 2005] : oubli des rapports de force entre

13 Reynolds & al., 2007b; Jaffee, 2010; Doherty & al., 2012.

14 Shreck, 2002; Taylor & al., 2005; Diaz Pedregal, 2006.

Table des matières

REMERCIEMENTS	7
INTRODUCTION.....	9
CHAPITRE 1 - COMMENT ÉTUDIER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ALTERNATIFS ?	15
Le problème de l'alternatif.....	15
<i>Systèmes alimentaires alternatifs contre système alimentaire conventionnel.....</i>	<i>16</i>
<i>Une première pensée binaire opposant alternatif et conventionnel.....</i>	<i>18</i>
<i>Une seconde pensée binaire : petit et alternatif/grand et conventionnalisé.....</i>	<i>21</i>
<i>Continuer à penser l'alternatif et le conventionnel</i>	<i>23</i>
Un cadre d'analyse centré sur la régulation et le projet.....	25
<i>Les activités de régulation : définition et illustrations</i>	<i>26</i>
<i>Des activités de régulation issues de multiples acteurs.....</i>	<i>28</i>
<i>Le projet</i>	<i>30</i>
<i>Les systèmes alimentaires alternatifs comme systèmes d'action concrets.....</i>	<i>33</i>
<i>Des agencements marchands innovants.....</i>	<i>36</i>
<i>Un cadre d'analyse original pour la recherche</i>	<i>37</i>
Organisation de l'ouvrage.....	39
CHAPITRE 2 - LA PROMESSE DE DIFFÉRENCE	43
Commerce équitable contre commerce conventionnel.....	43
<i>Les « dysfonctionnements du commerce conventionnel ».....</i>	<i>45</i>
<i>La « réponse du commerce équitable ».....</i>	<i>47</i>
<i>Un « avant » et un « après » commerce équitable.....</i>	<i>51</i>
Circuits courts contre circuits longs.....	54
<i>Un élément d'un « nouveau paradigme » de développement agricole.....</i>	<i>57</i>
<i>Une réponse aux aberrations des circuits longs et de l'agro-industrie.....</i>	<i>59</i>
<i>Sortir de l'« économie de marché »</i>	<i>63</i>
<i>Le cas du Plan Barnier</i>	<i>64</i>
Conclusion	66

CHAPITRE 3 - DE L'AMBIGUÏTÉ DES PROJETS AUX ACTIVITÉS

DE RÉGULATION	67
Arbitrages et négociations pour la mise en action du projet.....	68
<i>Le triangle d'incompatibilité du commerce équitable</i>	70
<i>Un rapport ambigu au « monde du marché »</i>	74
<i>Des négociations au sein du projet pour la fixation du prix équitable</i>	77
Du projet des AMAP à la diversité des activités de régulation	79
<i>Des principes ambigus de détermination du prix</i>	80
<i>De multiples ajustements locaux</i>	83
Conclusion	85

CHAPITRE 4 - L'APPROVISIONNEMENT LOCAL AU CROISEMENT

DES ACTIVITÉS DE RÉGULATION.....	87
Un projet qui percute les activités de régulation existantes.....	88
<i>Des achats très régulés</i>	89
<i>Préférence locale et code des marchés publics</i>	91
<i>Des circuits existants déterritorialisés</i>	93
Un marché expérimental pour les Restos du Cœur de l'Hérault	94
<i>Un projet de relocalisation au croisement d'acteurs et d'attentes</i>	94
<i>La définition du cahier des charges de l'expérimentation</i>	98
<i>Deux résultats du marché expérimental</i>	99
Les métamorphoses de la médiation marchande	101
<i>L'intermédiation des distributeurs : une régulation médiée</i>	101
<i>Le cas nantais : relations directes et régulation conjointe</i>	103
<i>Le cas brestois : relations intermédiées et régulation conjointe</i>	107
<i>Le cas héraultais : relations intermédiées et régulation médiée</i>	110
Activités de régulation alternatives et conventionnelles	112
Conclusion	115

CHAPITRE 5 - CHANGEMENTS D'ÉCHELLE ET MODIFICATIONS

DES AGENCEMENTS MARCHANDS	117
La professionnalisation du réseau Artisans du Monde.....	118
<i>Le réseau pendant les années 1980</i>	119
<i>La professionnalisation de l'importation et de la sélection des producteurs</i>	120
<i>La professionnalisation de la production et de l'exportation</i>	124

<i>La professionnalisation des boutiques</i>	125
<i>Les capacités d'action du nouvel agencement marchand</i>	127
L'AMAP Poisson de l'île d'Yeu	130
<i>Du projet à la première expérimentation</i>	131
<i>La stabilisation des médiations marchandes</i>	133
<i>La satisfaction des consommateurs</i>	135
<i>Une plus-value importante</i>	137
<i>Une faible reconnexion entre pêcheurs et consommateurs</i>	138
<i>Un « collectif hybride »</i>	139
Conclusion	141
CHAPITRE 6 - LE MAINSTREAMING DU COMMERCE ÉQUITABLE	
FAIRTRADE	143
Les trois composantes du <i>mainstreaming</i>	145
<i>Des analyses à approfondir</i>	147
Des activités de régulation permettant la délégation	148
<i>Une stratégie de délégation des activités commerciales</i>	149
<i>Standards, infrastructure de certification et logo de garantie</i>	150
Les conséquences de la délégation des activités commerciales	152
<i>La croissance des ventes</i>	152
<i>Du partenariat à la surveillance</i>	154
<i>La mise en concurrence des organisations de producteurs</i>	154
<i>Pouvoir des distributeurs et fétichisme du label</i>	157
<i>Concurrence entre labels et standards en tension</i>	160
Conclusion	165
CONCLUSION	167
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	171

(suite des titres de la collection à la fin du livre)

Suite des titres de la collections Sciences sociales

Alexandre Mallard, *Petit dans le marché. Une sociologie de la Très Petite Entreprise*

Madeleine Akrich, Yannick Barthe, Fabian Muniesa, et Philippe Mustar (dir.), *Débordements. Mélanges offerts à Michel Callon*

Madeleine Akrich, Yannick Barthe, Catherine Rémy (dir.), *Sur la piste environnementale. Menaces sanitaires et mobilisations profanes*

Cyril Lemieux, *La Sociologie sur le vif*

Annemarie Mol, *Ce que soigner veut dire. Repenser le livre choix du patient*

Madeleine Akrich, Cécile Méadel et Vololona Rabeharisoa, *Se mobiliser pour la santé. Les associations s'expriment*

Alain Desrosières, *Pour une sociologie de la quantification. L'Argument statistique I*

Alain Desrosières, *Gouverner par les nombres. L'Argument statistique II*

Michel Armatte, *La Science économique comme ingénierie*

Antoine Savoye et Fabien Cardoni (coord.), *Frédéric Le Play, Parcours, audience, héritage*

Frédéric Audren et Antoine Savoye, *Frédéric Le Play et ses élèves. La Naissance de l'ingénieur social Anthologie*

Fabien Granjon, *Reconnaissance et usages d'internet. Une sociologie critique des pratiques de l'informatique connectée*

Bruno Latour, *Chroniques d'un amateur de sciences*

Marcel Calvez, avec Sarah Leduc, *Des environnements à risques. Signalements de cancers et mise en cause d'installations industrielles*

Vololona Rabeharisoa et Michel Callon, *Le Pouvoir des malades*

Sophie Dubuisson et Antoine Hennion, *Le Design: l'objet dans l'usage*

Françoise Massit-Folléa, Cécile Méadel et Laurence Monnoyer-Smith, *Normative Experience in Internet Politics*

Madeleine Akrich, Joao Nunes, Florence Paterson & Vololona Rabeharisoa (eds), *The Dynamics of Patient Organizations*

Maggie Mort, Christine Milligan, Celia Roberts & Ingunn Moser (eds.), *Ageing, Technology and Home Care: New Actors, New Responsibilities*

